



Bureau Régional pour l'Afrique

Tel.: (+254) 20 762 24119
(+254) 20 762 26719
Fax: (+254) 20 762 4726
isd-r-africa@unep.org
www.unisdr.org/africa

United Nations Complex
Block N Level 2, Gigiri
PO Box 47074
Nairobi, Kenya

POUR DES VILLES RÉSILIENTES - AFRIQUE

Africités- Dakar 5-6 décembre 2012

1. Invitation à débattre de la manière de rendre les villes africaines plus sûres et plus résilientes: Événement parallèle « Africités » – 5 décembre 2012, de 14h30 à 16h30, Hôtel Les Almadies

Dans le cadre de l'événement parallèle « *Pour des villes résilientes* », les participants pourront discuter des réalisations des villes africaines et des difficultés auxquelles elles sont confrontées en matière d'intégration de la réduction des risques de catastrophe à la planification au niveau local. Les objectifs spécifiques de ce panel sont les suivants :

- Partager les expériences réussies et les enseignements tirés des efforts pour rendre les villes plus sûres et plus résilientes en Afrique, y compris l'utilisation des outils de campagne comme le CAH local – l'outil d'auto-évaluation des autorités locales – Évaluez votre ville.
- Quelles sont les trois grandes priorités à aborder à l'avenir ?
- Lancement de « Résilience de la ville africaine – Guide des dix points essentiels » et du rapport « Pour des villes résilientes ».

Programme :

5 décembre 2012, 14H30 – Salle Club Hôtel Les Almadies

- 14:30** Remarques introductives
- 14:40** Débat du panel
- 15:30** Discussion ouverte
- 16.00** Lancement du rapport « Dix points essentiels pour l'Afrique de l'Est »
- 16:30** Remarques de clôture du président.

Le débat sera modéré par *M. Cheikh Bamba Dièye, ministre de l'Aménagement du territoire et des collectivités locales, Sénégal*

Membres du panel :

Mme Helena Molin-Valdés: Directeur Adjoint, Bureau des Nations Unies pour la Réduction des risques de catastrophe, UNISDR

Mme Fatimetou Mint Abdel Malick, maire de Tevragh Zeina, Nouakchott, Mauritanie

M. Ousmane Drame, ICLEI, et maire de Nyor, Sénégal

M. Abdou Sane, ancien député du Sénégal, Champion pour la réduction des risques de catastrophe de l'UNISDR

Monseigneur Didas Massaburi, maire de Dar es Salaam, Tanzanie

Autres maires invités participant à la campagne « Pour des villes résilientes »

2. Invitation pour acquérir des connaissances sur la mise en œuvre des dix points essentiels de la campagne pour les villes résilientes à Africités

Atelier de capacitation pour des Villes Résilientes aura lieu à la salle des Réunions, Hôtel King Fahd Palace (Ex-Méridien) les :

- **mercredi 5 décembre de 8h30 à 12h00 (en anglais)**
- **le jeudi 6 décembre de 8h30 à 12h00 (en français)**

Les thèmes de l'Atelier seront : La réduction de risque de catastrophe ; Risque des aléas et vulnérabilité en Afrique ; Mis en œuvre des dix points essentiels de la campagne pour des villes résilientes dans votre ville.

3. Une situation pressante :

Quelle que soit leur ampleur, les catastrophes dues aux aléas naturels restent un problème majeur pour toutes les villes d'Afrique. Et ce problème ne fait que s'aggraver du fait des événements climatiques extrêmes et d'une urbanisation rapide et non contrôlée. Or aucun pays, aucune ville ne se ressemble : c'est pourquoi les maires et les autorités locales ont pour rôle de traiter au jour le jour les risques auxquels ils sont confrontés. En outre, il est essentiel de comprendre les raisons de l'aggravation des inondations, de la sécheresse et des autres risques : les maladies, les accidents industriels et les incidences du changement climatique exacerbent les risques et accroissent la vulnérabilité d'une part considérable de la population. Parmi les problèmes spécifiques des villes africaines, on peut citer :

- le développement urbain non planifié ou les besoins négligés dans les banlieues et les zones semi-rurales (logements de fortune et bidonvilles fortement exposés aux tremblements de terre, aux inondations ou aux glissements de terrain) ;
- le déclin des écosystèmes (recul des mangroves ou des zones humides), accéléré par l'installation non contrôlée de grands nombres de réfugiés ou de migrants dans les zones urbaines ou semi-urbaines ;
- l'absence d'entretien des infrastructures, la médiocrité des normes de construction (insuffisance des systèmes d'évacuation des eaux pluviales), l'insuffisance du parc immobilier public – les écoles et les hôpitaux sont essentiels ;
- le manque d'organisation ou la défaillance de la gouvernance locale face à la nécessité d'aborder les risques de catastrophe et de contrôler ou de prévoir des travaux publics aux fins du développement.

Lors d'Africités 2009, les maires ont discuté de ces sujets, et depuis l'UNISDR a lancé sa campagne Pour des villes résilientes « ma ville se prépare » avec l'UCLG (Cités et gouvernements locaux unis) et d'autres partenaires. Plus de 40 autorités locales se sont engagées à soutenir la campagne en Afrique. L'UCLG, UN-Habitat et l'ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques communales) sont les principaux partenaires de cette campagne qui milite pour le renforcement du leadership politique, l'accroissement de la sensibilisation et l'accélération de la mise en œuvre des politiques.

Cet événement parallèle sera l'occasion de discuter de la manière dont les principes de résilience (les dix points essentiels) ont aidé et peuvent aider les collectivités locales à être plus inclusives, mieux gouvernées, en meilleure santé et plus durables. Parmi les recommandations formulées par les maires africains à ce sujet, on peut citer :

- Les maires doivent être conscients que les risques de catastrophe sont souvent d'origine humaine. Par exemple, un espace-tampon insuffisant entre une zone d'habitation et un cours d'eau peut entraîner des dommages considérables.
- Il est nécessaire d'améliorer les liens et la communication entre autorités nationales et locales. Il arrive parfois que le gouvernement central ne donne pas d'orientations précises et qu'il mette en œuvre ses programmes sans consulter les autorités locales.
- Il est nécessaire d'améliorer les capacités de planification, car elles sont essentielles pour la réduction des risques de catastrophe (et pour l'urbanisation organisée), et de s'appuyer sur une approche participative impliquant les citoyens dans la résolution des problèmes.
- Il est nécessaire de partager davantage ce type d'informations et d'expérience avec les citoyens et de se doter d'outils efficaces à cette fin.

Les maires et les élus locaux se doivent de répondre aux attentes de leurs électeurs. Il devient important de lier la réduction des risques aux questions de développement, telles que l'approvisionnement en eau, la gestion des déchets et le traitement de l'érosion des côtes. Les maires ont encouragé une interaction plus active avec leur gouvernement central afin d'élaborer des plans et des protocoles d'action locaux et régionaux, en devenant ainsi de véritables acteurs du processus de mise en œuvre.

4. Une situation pressante :

En 2009, pour la première fois, la population totale de l'Afrique a dépassé le milliard d'habitants, dont 395 millions (près de 40 %) vivent dans des zones urbaines. Alors qu'il a fallu 27 ans pour que la population du continent double, passant de 500 millions à un milliard, 17 années ont suffi pour qu'elle s'accroisse de 500 millions supplémentaires. La population de l'Afrique devrait atteindre deux milliards d'habitants vers 2050, dont 60 % seront des citadins. L'augmentation des conditions climatiques extrêmes et l'aggravation des conséquences des catastrophes pousseront les populations vivant dans des zones rurales où les conditions sont difficiles à migrer vers les zones urbaines. Par conséquent, les villes grossissent à un rythme qui dépasse les politiques de développement et les capacités de planification et sont incapables de satisfaire adéquatement les besoins essentiels des citoyens. En outre, le mode de croissance actuel des villes déterminera leur capacité de demain à absorber les catastrophes, à s'en relever et à en tirer les leçons. Une croissance urbaine durable est donc essentielle pour rendre les villes résilientes.

Le cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes (CAH) et la campagne « Pour des villes résilientes » ont ouvert la voie à la réduction des risques de catastrophe par les collectivités en proposant à celles-ci une liste de dix points essentiels qui permet aux autorités locales de préparer les évaluations de base et les plans d'action indispensables pour rendre une ville plus sûre. Construire la résilience nécessite un leadership politique solide et efficace à tous les niveaux et exige que la communauté tout entière participe à la détermination des mesures à prendre pour rendre les villes plus résilientes face aux catastrophes.

Dans ce contexte, certaines questions se posent. Le leadership local s'est-il renforcé dans les villes africaines eu égard à la réduction des risques ? Quelles sont les activités qui ont été menées à bien ? Quelles ont été les difficultés rencontrées ? Que doivent faire les villes africaines pour faire avancer leurs politiques et leurs activités de réduction des risques ?

PERSONNES DE CONTACT

Pour plus d'informations sur la campagne « Pour des villes résilientes » et comment se joindre veuillez contacter : Youcef Ait Chellouche, coordinateur régional adjoint, Bureau Régional pour Afrique, UNISDR

Email : youcef.ait-chellouche@unep.org

Email : Oscar.ebalu@gmail.com

Si vous souhaitez recevoir des nouvelles sur la campagne « Pour des villes résilientes » vous pouvez vous joindre à la liste des contacts : Resilient-Cities@groups.preventionweb.net

Pour plus d'information su la campagne « Pour des villes résilientes » veuillez visiter notre site web :

www.unisdr.org/campaign/rsilientcities

Visitez le stand d'exposition d'UNISDR pour partager la connaissance et des expériences sur comment construire la résilience dans les villes urbaines dans l'Afrique.



Essentiels

Les Dix points essentiels pour rendre les villes résilientes

Récapitulatif de la liste de contrôle

- ✓ **1.** Mettre en place une **organisation** et une **coordination** pour comprendre et réduire les risques de catastrophe, basées sur la participation de groupes de citoyens et de la société civile. Bâtir des alliances locales. S'assurer que tous les départements comprennent leur rôle dans le cadre de la prévention et la réduction des risques de catastrophe.
- ✓ **2.** **Affecter un budget** à la réduction des risques de catastrophe et attribuer des subventions aux propriétaires de maisons, aux familles à faibles revenus, aux communautés, aux entreprises et au secteur public afin qu'ils procèdent à des investissements pour réduire les risques de catastrophe.
- ✓ **3.** Maintenir des données à jour sur les aléas et les vulnérabilités, procéder à **l'évaluation des risques** et l'utiliser comme base pour la planification du développement urbain et la prise de décisions dans ce domaine. S'assurer que ces informations et les planifications en vue de la résilience de votre ville soient facilement accessibles au grand public et amplement débattues avec lui.
- ✓ **4.** Investir dans une **infrastructure essentielle réduisant les risques**, comme les réseaux d'égouts pour éviter les inondations et s'adapter aux changements climatiques.
- ✓ **5.** Évaluer **la sécurité de toutes les écoles et de tous les établissements sanitaires**, et l'améliorer selon les besoins.
- ✓ **6.** Faire appliquer et respecter des **réglementations en matière de construction et des principes d'aménagement du territoire qui soient réalistes et tiennent compte des risques**. Identifier, pour des citoyens à faibles revenus, des terrains ne comportant pas de risques et améliorer les établissements informels lorsque cela se révèle faisable.
- ✓ **7.** S'assurer que des **programmes d'éducation et de formation** sur la réduction des risques de catastrophe sont en place dans les écoles et les communautés locales.
- ✓ **8.** **Protéger les écosystèmes et les zones tampons naturelles** afin d'atténuer les inondations, les tempêtes et autres aléas face auxquels votre ville peut être vulnérable. S'adapter aux changements climatiques en mettant en place les bonnes pratiques en matière de réduction des risques.
- ✓ **9.** Installer des **structures de systèmes d'alerte rapide et de gestion des urgences** dans votre ville et organiser des exercices publics de sensibilisation de manière périodique.
- ✓ **10.** Après une catastrophe naturelle, s'assurer que les **besoins des survivants figurent bien au centre de la reconstruction** et que ceux-ci ainsi que leurs organisations communautaires bénéficient de l'appui nécessaire pour concevoir et appliquer les mesures de relèvement, y compris la reconstruction des maisons et la réhabilitation des moyens de subsistance.

www.unisdr.org/campaign/resilientcities/toolkit/essentials